



Chapitre R-11

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

Interprétation:
«enseignant»;

1. Dans la présente loi:

a) «enseignant» désigne une personne qui occupe une fonction pédagogique ou éducative dans une institution d'enseignement, sous la direction

1° de commissaires ou syndics d'écoles, ou

2° du gouvernement du Québec, ou

3° d'un collège d'enseignement général et professionnel constitué en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29), ou

4° d'une administration publique ou corporation reconnue à cette fin par le gouvernement;

«commissaires ou syndics
d'écoles»;

b) «commissaires ou syndics d'écoles» comprend une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal, le Conseil scolaire de l'île de Montréal et généralement toute commission et tout bureau constitués pour fins d'administration d'écoles publiques au Québec;

«année scolaire»;

c) «année scolaire» désigne les douze mois compris entre le 1er juillet d'une année et le 30 juin inclusivement de l'année suivante ou toute autre période de douze mois déterminée par règlement du gouvernement;

«âge de la pension de
vieillesse»;
«régime général»;

d) «âge de la pension de vieillesse» signifie soixante-cinq ans;

e) «régime général» désigne le régime de la Loi sur le régime de rentes du Québec ou un régime équivalent au sens de cette loi;

«enfant à charge»;

f) «enfant à charge» signifie tout enfant célibataire, quelle que soit sa filiation, qui dépend dans une large mesure de la veuve ou du veuf pour sa subsistance;

«veuve»;

g) «veuve» désigne l'épouse non divorcée d'un enseignant décédé ou, à défaut d'une épouse non divorcée, la personne qui prouve, à la satisfaction de la Commission, que pendant au moins trois ans précédant immédiatement le décès de cet enseignant:

1° elle a résidé avec lui;

2° cet enseignant l'a publiquement représentée comme conjoint;
et

- 3° lors du décès de l'enseignant, ni elle, ni lui n'était marié à une autre personne;
- « veuf »; h) « veuf » désigne l'époux non divorcé d'une enseignante décédée ou, à défaut d'un époux non divorcé, la personne qui prouve, à la satisfaction de la Commission, que pendant au moins trois ans précédant immédiatement le décès de l'enseignante:
- 1° elle a résidé avec cette enseignante;
- 2° cette enseignante l'a publiquement représentée comme conjoint; et
- 3° lors du décès de cette enseignante, ni l'un, ni l'autre n'était marié à une autre personne »;
- « Commission »; i) « Commission » désigne la Commission administrative du régime de retraite constituée en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10);
- « assurance-salaire »; j) « assurance-salaire »: l'assurance-salaire établie conformément aux conventions collectives, sauf les régimes optionnels complémentaires d'assurance-salaire;
- « convention collective »; k) « convention collective »: une convention collective au sens du Code du travail, une sentence arbitrale qui en tient lieu, un décret au sens de la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2), un règlement du gouvernement ou du Conseil du trésor qui fixe des conditions de travail de même que les normes établies par le ministre des affaires sociales et applicables en matière de personnel en vertu du paragraphe i de l'article 3 de la Loi sur le ministère des affaires sociales (chapitre M-23);
- « âge de la retraite obligatoire »; l) « âge de la retraite obligatoire » signifie 65 ans.
- 1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 1 (*partie*); 1966-67, c. 64, a. 1; 1970, c. 56, a. 1; 1972, c. 60, a. 48; 1973, c. 12, a. 186; 1974, c. 63, a. 1; 1977, c. 23, a. 1.
- Enseignants exclus. **2.** Sous réserve du quatrième alinéa de l'article 5 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), la présente loi ne s'applique pas à un enseignant nommé ou embauché après le 30 juin 1973.
- Option d'un fonctionnaire devenu enseignant. Toutefois, lorsqu'un employé qui cotise au Régime de retraite des fonctionnaires cesse, après le 30 juin 1973, d'exercer une fonction à laquelle ledit Régime est applicable pour devenir, dans les 180 jours, un enseignant au sens de la présente loi, il peut opter pour que la présente loi lui soit applicable à compter du début de sa nouvelle fonction, en donnant un avis à la Commission dans les soixante jours de la date à laquelle il devient un enseignant.
- 1973, c. 12, a. 187; 1977, c. 23, a. 2.

Enseignant employé dans une université du Québec inclus.	<p>3. Lorsqu'un enseignant accepte ou a accepté, à compter du 1^{er} juillet 1970, un emploi dans une université du Québec, par suite du transfert de juridiction sur sa fonction d'une école visée au sous-paragraphe 2° du paragraphe <i>a</i> de l'article 1 à une université du Québec, il peut, avec l'approbation de la Commission, continuer de participer au Régime de retraite des enseignants à compter de la date de l'acceptation de cet emploi.</p> <p>1973, c. 12, a. 187; 1977, c. 23, a. 3.</p>
Année de service pour fin de pension.	<p>4. Il est compté, pour la pension, une année de service pour tout enseignant qui occupe une fonction à temps plein pendant une année civile entière et qui reçoit son plein traitement au cours de cette année.</p>
Fraction d'année.	<p>Il est compté une fraction d'année de service:</p> <p><i>a)</i> pour l'enseignant qui ne reçoit pas son plein traitement pendant un laps de temps; ou</p> <p><i>b)</i> pour l'enseignant à temps partiel ou saisonnier.</p>
Calcul de fraction d'année.	<p>La fraction visée au paragraphe <i>a</i> du deuxième alinéa est égale à la proportion que représente le nombre de jours de travail rémunérés de cet enseignant par rapport au nombre de jours de travail rémunérés qu'il aurait eu pendant une année civile entière.</p>
Calcul de fraction d'année.	<p>La fraction visée au paragraphe <i>b</i> du deuxième alinéa est égale à la proportion que représente l'équivalent en nombre de jours complets de travail rémunérés de cet enseignant par rapport au nombre de jours complets de travail rémunérés, pendant l'année civile, d'un enseignant à temps plein qui occupe une fonction similaire.</p>
Condition.	<p>Le service visé au présent article n'est compté que si les cotisations ont été déduites ou payées et n'ont pas été remboursées.</p>
Calcul d'année.	<p>Il ne peut, en aucun cas, être compté plus d'une année de service au cours d'une même année civile.</p> <p>1973, c. 12, a. 187; 1974, c. 63, a. 2.</p>
Genre d'emplois.	<p>5. Le gouvernement détermine, par règlement, les normes permettant d'établir ce qui constitue un emploi à temps plein, à temps partiel ou saisonnier, compte tenu des conventions collectives.</p>
Enseignant occasionnel exclu.	<p>Un enseignant occasionnel au sens des règlements adoptés à cette fin par le gouvernement n'est pas visé par la présente loi.</p>
Enseignant mis à pied pour surplus de personnel.	<p>Cependant, tout enseignant mis à pied pour surplus de personnel, qui enseigne au moins 20 jours au niveau primaire, 95 périodes au niveau secondaire ou 45 périodes au niveau collégial au cours de chaque année scolaire qui suit l'année d'une telle mise à pied, peut faire compter une telle période d'enseignement s'il occupe à nouveau une fonction visée par le présent régime dans les 30 mois qui suivent la fin de l'année scolaire de sa mise à pied en donnant un avis à cet</p>

effet à la Commission dans l'année qui suit la date de son retour dans une fonction visée par le présent régime et en versant les retenues prévues par l'article 31 de la présente loi.

1973, c. 12, a. 187; 1977, c. 23, a. 4.

Période comptée. **6.** La période pendant laquelle un enseignant est absent pour cause d'invalidité et à laquelle s'applique l'assurance-salaire lui est comptée à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi absent.
1974, c. 63, a. 3.

Pension annuelle. **7.** Il est accordé par la Commission une pension annuelle de retraite à tout enseignant qui en fait la demande et
a) qui a au moins trente-cinq ans de service; ou
b) qui a atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, de soixante ans; ou
c) qui a au moins dix ans de service et soixante-deux ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, cinquante-huit ans; ou
d) qui est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires à raison d'infirmité corporelle ou mentale; ou
e) qui a au moins trente-deux ans de service et cinquante-cinq ans d'âge; ou
f) qui a atteint l'âge de la retraite obligatoire.

Pension annuelle. Une telle pension est aussi accordée à un tel enseignant qui a au moins vingt-deux ans de service et cinquante-cinq ans d'âge ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, cinquante ans; dans ce cas, la pension est réduite de un demi de un pour cent pour chaque mois compris dans la période commençant à la date à laquelle la pension est accordée à cet enseignant et la date la plus rapprochée à laquelle elle lui aurait autrement été accordée en vertu des paragraphes *a*, *b*, *c*, *e* ou *f*.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 2; 1970, c. 56, a. 2; 1973, c. 12, a. 188; 1977, c. 23, a. 5.

Base de la pension. **8.** La pension est basée sur le traitement moyen de l'enseignant pour les cinq années les mieux rémunérées de son service ou pour chacune de ses années de service s'il en a moins de cinq.

Pourcentage. Elle est fixée à 2% de ce traitement moyen par année de service.

Calcul. Pour le calcul de la pension, il n'est pas tenu compte de plus de trente-cinq ans de service.

Fractions d'année. Il peut être tenu compte, dans le calcul prévu au premier alinéa, d'une ou plusieurs fractions d'année de service; dans ce cas, le complément d'année de service et le traitement admissible moyen correspondant est obtenu d'une autre année de service parmi les mieux rémunérées.

Réduction.	Toutefois, à compter du mois qui suit la retraite de l'enseignant à raison d'infirmité ou le jour où il a atteint l'âge de la pension de vieillesse, la pension est réduite de 0.7% du traitement moyen par année de service postérieure au 1er janvier 1966 mais antérieure à cet âge.
Réduction.	Lorsque le traitement moyen utilisé est le traitement moyen fixé à l'article 10, cette réduction s'effectue sur le traitement moyen déterminé au premier alinéa.
Exception.	Cette réduction ne s'applique pas à l'enseignant mis à la retraite en 1966 ou mis à la retraite à raison d'infirmité avant le 1er janvier 1970.
Maximum des gains admissibles.	Elle ne se calcule pas sur la partie du traitement moyen qui excède la moyenne du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec pour les cinq années les mieux rémunérées qui ont précédé la retraite de l'enseignant.
Restriction.	Elle ne doit pas rendre la pension inférieure à 2% du traitement moyen de l'enseignant pour les cinq années les mieux rémunérées de son service avant le 1er janvier 1966 par année de service avant cette date.
Restriction.	Elle ne doit pas non plus réduire la pension d'un montant plus élevé que le montant initial de la rente du régime général à laquelle l'enseignant a droit ou aurait droit en cessant d'accomplir un travail régulier.
1965 (1 ^{re} sess.), c. 68, a. 3; 1966-67, c. 64, a. 2; 1973, c. 12, a. 189; 1977, c. 23, a. 6.	
Indexation.	9. Le montant de toute pension, de toute pension de veuve ou de veuf et de tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi doit être ajusté annuellement de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.
Pension différée.	Dans le cas de pensions différées, l'ajustement prévu à l'alinéa précédent ne s'applique qu'à compter du début de l'année qui suit la date à laquelle doit débiter le paiement de la pension.
1970, c. 56, a. 3; 1977, c. 23, a. 8.	
Augmentation de pension, pension de veuve ou de veuf et autres bénéfices.	10. La valeur annuelle au 1 ^{er} juillet 1977 de toute pension, pension de veuve ou de veuf et de tous autres bénéfices accordés en vertu de la présente loi avant le 1 ^{er} juillet 1977, est augmentée, le cas échéant, à compter de cette date, en calculant la pension, pension de

	<p>veuve ou de veuf ou tout autre bénéfice sur un traitement moyen de \$7,000 dans tous les cas où le traitement moyen utilisé pour l'établir était inférieur à ce montant.</p> <p>De plus, la valeur annuelle de toute pension, pension de veuve ou de veuf ou autres bénéfices accordés en vertu de la présente loi après le 1^{er} juillet 1977 est augmentée, le cas échéant, à compter de la date effective de cette pension, en calculant les pensions, pensions de veuve ou de veuf ou tout autre bénéfice sur un traitement moyen de \$7,000 dans les cas où le traitement moyen utilisé pour établir ladite pension est inférieur à ce montant.</p> <p>1973, c. 11, a. 11; 1973, c. 12, a. 190; 1977, c. 23, a. 9.</p>
Augmentation de pension, pension de veuve ou de veuf et autres bénéfices.	
Montant minimum.	<p>11. Le montant de toute pension ou pension de veuve ou de veuf accordée après dix années de service, sauf celle qui est prévue à l'article 29, est porté à mille quarante-quatre dollars par année, déduction faite du montant initial de la rente du régime général même si cette rente n'est pas effectivement versée.</p>
Indexation.	<p>Le montant de mille quarante-quatre dollars prévu au premier alinéa doit être ajusté chaque année conformément à l'article 9.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 4; 1966-67, c. 64, a. 3; 1970, c. 56, a. 4; 1973, c. 12, a. 191; 1974, c. 63, a. 4; 1977, c. 23, a. 10.</p>
Congé de maternité.	<p>12. Il est ajouté à la durée des services de toute employée qui s'est absentée en raison d'un congé de maternité un nombre de jours égal au nombre de jours d'absence sans excéder 120 jours par congé de maternité. Une telle période d'absence sera comptée sans cotisation de la part de l'employée. L'employée doit cependant, pour que le présent article s'applique, transmettre une demande à cet effet à la Commission dans l'année suivant la date de son retour au travail après la fin du congé de maternité.</p>
Jours ajoutés pour compléter année.	<p>En outre, la Commission peut, lors de la mise à la retraite d'un enseignant, ajouter au plus quatre-vingt-dix jours à la durée des services accomplis par un enseignant après le 30 juin 1965, pour lui permettre de compléter toute année scolaire qui autrement serait incomplète pour fin de pension.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 5; 1966-67, c. 64, a. 4; 1970, c. 56, a. 5; 1973, c. 12, a. 192; 1977, c. 23, a. 11.</p>
Traitement admissible.	<p>13. Le traitement admissible d'un enseignant pour fins de pension est celui qui lui est versé au cours d'une année civile et celui auquel cet enseignant aurait eu droit durant une période d'absence à l'égard de laquelle l'assurance-salaire s'applique.</p>
Bénéfices exclus.	<p>Ce traitement admissible ne comprend pas:</p> <p>a) les bonis et les honoraires;</p>

- b) la rémunération pour les heures supplémentaires de travail;
- c) les primes d'éloignement, de logement et de repas;
- d) les prestations d'assurance-salaire, y compris les prestations provenant de régimes optionnels d'assurance-salaire;
- e) toute autre rémunération exclue par un règlement adopté à cette fin par le gouvernement; un tel règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 6; 1970, c. 56, a. 6; 1973, c. 12, a. 193; 1974, c. 63, a. 5.

Montant forfaitaire inclus. **14.** Tout montant forfaitaire payé à un enseignant à titre d'augmentation ou de rajustement de son traitement d'une année civile antérieure fait partie du traitement admissible pour l'année au cours de laquelle il est versé.

Montant forfaitaire inclus. Toutefois, un pareil montant forfaitaire payé à un enseignant dans l'année suivant l'année de sa mise à la retraite fait partie du traitement admissible pour l'année au cours de laquelle l'enseignant a pris sa retraite.

1973, c. 12, a. 193; 1977, c. 23, a. 12.

Traitement admissible minimum. **15.** Le traitement admissible d'un enseignant au cours d'une année pendant laquelle il reçoit son plein traitement ne peut être inférieur au traitement prévu à son classement dans l'échelle de salaires correspondant à sa classification suivant les conditions de travail qui le régissent.

1977, c. 23, a. 13.

Traitement admissible maximum. **16.** Le traitement admissible d'un enseignant au cours d'une année ne peut excéder son traitement admissible provenant de son emploi principal à temps plein.

1977, c. 23, a. 13.

Date de paiement. **17.** La pension devient payable à l'enseignant qui y a droit à compter du jour où il cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 7; 1973, c. 12, a. 194; 1977, c. 23, a. 14.

Âge de la retraite obligatoire. **18.** Lorsqu'un enseignant atteint l'âge de la retraite obligatoire, ses fonctions cessent de plein droit et il a droit à la pension. L'enseignant n'accumule plus de service donnant droit à la pension et la retenue prévue à l'article 31 cesse de lui être applicable.

- Retraite reportée. Toutefois, l'âge de la retraite obligatoire est reporté à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle l'enseignant atteint cet âge.
- Enseignant réputé admissible à une pension. Cependant, l'enseignant qui atteint son soixante-cinquième anniversaire de naissance ou qui devient admissible à une pension en vertu des paragraphes *a*, *b*, *c* et *e* du premier alinéa ou du dernier alinéa de l'article 7 dans les deux mois qui suivent la fin d'une année scolaire est réputé être admissible à sa pension à la fin de ladite année scolaire.
- Fonctions discontinuées. Les fonctions d'un enseignant qui a 64 ans et plus le 10 août 1977 cessent de plein droit à la fin de l'année scolaire 1977/1978.
1973, c. 12, a. 195; 1977, c. 23, a. 15.
- Païement. **19.** La pension de tout enseignant à sa retraite lui est payée sa vie durant par la Commission, par mensualités et à terme échu.
- Vingt-six versements. Toutefois, le gouvernement peut décréter, aux conditions qu'il détermine, que la pension sera payée en vingt-six versements au lieu de l'être en douze versements.
1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 8; 1970, c. 56, a. 7; 1977, c. 23, a. 16.
- Païement de la valeur actuelle d'une pension. **20.** Nonobstant toute disposition inconciliable de la présente loi, la Commission peut effectuer, à la demande du bénéficiaire, en tout temps à compter du moment où la pension est payable, le paiement comptant de la valeur actuelle d'une pension, pension différée ou pension de veuve ou de veuf dont le montant est moindre que \$300 annuellement, conformément aux normes établies par règlement du gouvernement.
1977, c. 23, a. 17.
- Dernier versement. **21.** Lorsqu'un enseignant à la retraite décède, sa pension court jusqu'au premier jour du mois suivant et sa veuve ou son veuf, ou à son défaut, ses héritiers, ont alors droit de recevoir le versement mensuel qui est échu.
1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 9; 1977, c. 23, a. 18.
- Pension à la veuve et aux enfants. **22.** À compter du jour que cesse le paiement de la pension ou, selon le cas, du traitement d'un enseignant, sa veuve non divorcée a droit de recevoir, sa vie durant, la moitié de la pension qu'il recevait ou qu'il aurait eu le droit de recevoir s'il avait été à sa retraite; elle a aussi droit de recevoir 10% de cette pension pour chaque enfant de cet enseignant qui est à la charge de cette veuve et qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, qui est âgé de moins de vingt-et-un ans, mais elle ne

peut ainsi recevoir plus de 40% de cette pension pour l'ensemble de ces enfants à sa charge.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 10; 1966-67, c. 64, a. 5; 1970, c. 56, a. 8; 1973, c. 12, a. 196.

Demi-pension au mari non divorcé d'une enseignante.

23. À compter du jour que cesse, par suite de décès, le paiement de la pension ou du traitement d'un enseignant du sexe féminin, le mari non divorcé a droit de recevoir la moitié de la pension que sa femme recevait ou qu'elle aurait eu le droit de recevoir si elle avait été à sa retraite, telle que calculée à l'article 8; il a aussi droit de recevoir 10% de cette pension pour chacun des enfants de cet enseignant qui est à la charge du mari et qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, qui est âgé de moins de vingt et un ans, mais il ne peut ainsi recevoir plus de 40% de cette pension pour l'ensemble des enfants à sa charge.

Pension aux enfants.

Si ce veuf décède, ou si cet enseignant du sexe féminin meurt alors que son mari l'a prédécédé ou que son mariage avec elle avait été dissous par divorce, chacun des enfants de cet enseignant âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, âgé de moins de vingt et un ans, a droit de recevoir 20% de la pension que cet enseignant recevait ou aurait eu le droit de recevoir, telle que calculée à l'article 8, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt et un ans; toutefois, il ne peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 80% de cette pension et le montant représentant ce pourcentage est partagé également entre chacun des enfants.

1970, c. 56, a. 9; 1973, c. 12, a. 197; 1974, c. 63, a. 6; 1977, c. 23, a. 19.

Pension aux enfants.

24. Si la veuve d'un enseignant décède, ou si un enseignant décède alors que sa femme l'a prédécédé ou que son mariage avec elle avait été dissous par divorce, chacun des enfants de cet enseignant âgés de moins de dix-huit ans ou, s'ils fréquentent assidûment une institution d'enseignement, âgés de moins de vingt et un ans, a droit de recevoir 20% de la pension que cet enseignant recevait ou aurait eu le droit de recevoir, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans, ou s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt et un ans; toutefois, il ne peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 80% de cette pension et le montant représentant ce pourcentage est partagé également entre chacun des enfants.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 11; 1970, c. 56, a. 10; 1977, c. 23, a. 20.

Décès après 1968. **25.** Dans le cas d'un enseignant qui décède après le premier janvier 1968 et avant l'âge de la pension de vieillesse, les bénéfices prévus aux articles 22, 23 et 24 se calculent en faisant la réduction prévue en cas de retraite à raison d'infirmité.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 12; 1970, c. 56, a. 11.

Calcul de la demi-pension. **26.** Si la veuve, le veuf ou les enfants, selon le cas, n'ont pas droit à la rente de veuve, de veuf ou d'orphelin en vertu du régime général, la pension de l'enseignant est calculée pour les fins des bénéfices prévus aux articles 22, 23 et 24, sans la réduction prévue à l'article 8, même dans le cas prévu à l'article 25.

1966-67, c. 64, a. 6; 1970, c. 56, a. 12; 1974, c. 63, a. 7.

Mensualités. **27.** Les bénéfices prévus par les articles 22, 23 et 24 sont payés par mensualités et à terme échu et courent à l'égard de toute personne jusqu'au premier du mois qui suit la date à laquelle cette personne cesse d'y avoir droit.

Vingt-six versements. Toutefois, le gouvernement peut décréter, aux conditions qu'il détermine, que ces bénéfices seront payés en vingt-six versements au lieu de l'être en douze versements.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 13; 1966-67, c. 64, a. 7; 1970, c. 56, a. 13.

Remboursement de contributions. **28.** Si le total des montants versés à titre de pension à un enseignant et des bénéfices versés après son décès à sa veuve ou à son mari et aux enfants de cet enseignant qui sont à la charge de la veuve ou du mari, est inférieur au montant total des contributions versées par cet enseignant, la différence est payée sans intérêt à sa succession, en un seul versement, dès qu'ont cessé les versements de telle pension ou de tels bénéfices à la dernière personne qui y avait droit.

1970, c. 56, a. 14; 1974, c. 63, a. 8.

Pension différée. **29.** Si, après dix ans de service, un enseignant cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi, il doit lui être accordé une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de soixante-cinq ans ou, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin, celui de soixante ans, jusqu'à ce qu'il devienne invalide ou jusqu'à ce qu'il commence à recevoir une pension en vertu de la Loi sur la Législature (chapitre L-1) pourvu, dans ce dernier cas, qu'il remette ses contributions si elles lui ont été remboursées. S'il décède dans l'intervalle, les bénéfices prévus aux articles 22, 23 et 24 deviennent payables de la façon qui y est indiquée, sinon les retenues sont alors remises sans intérêt à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

Pension différée. Si, avant le 1^{er} juillet 1968, un enseignant du sexe féminin qui a

atteint l'âge de cinquante ans cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi après au moins vingt ans de service, dont trois au cours des cinq années précédentes, il a droit à une pension différée jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de cinquante-six ans. S'il décède dans l'intervalle, les bénéfices prévus aux articles 23 et 24 deviennent payables de la façon qui y est indiquée, sinon les retenues sont alors remises sans intérêt au veuf de cette personne, à ses enfants ou, à défaut, à ses ayants droit.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 14; 1966-67, c. 64, a. 8; 1970, c. 56, a. 15; 1973, c. 12, a. 198.

Réduction de la pension. **30.** La pension accordée en vertu des paragraphes *a*, *b*, *c* et *e* de l'article 7 ou du dernier alinéa de cet article est réduite dès que le titulaire occupe une fonction visée par la présente loi ou par la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires et reçoit un traitement excédant 30% du traitement moyen qui sert de base à la fixation de sa pension. La réduction est égale à l'excédent.

Fin de la pension pour infirmité. La pension accordée en vertu du paragraphe *d* de l'article 7 court jusqu'au premier jour du mois qui suit la date où cesse la cause en vertu de laquelle elle a été obtenue.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 15; 1970, c. 56, a. 16.

Retenue sur traitement. **31.** L'employeur doit faire sur le traitement de tout enseignant une retenue:

- a)* de 5.5% jusqu'à concurrence du montant de son exemption personnelle au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- b)* de 3.7% sur l'excédent jusqu'à concurrence du montant du maximum de ses gains admissibles au sens de ladite Loi; et
- c)* de 5.5% sur le reste.

Augmentation de pourcentage. Le pourcentage visé au paragraphe *b* du premier alinéa est porté à 4.2% le 1^{er} juillet 1974, 4.7% le 1^{er} juillet 1975 et à 5.2% le 1^{er} juillet 1976.

Augmentation de pourcentage. Les pourcentages visés aux paragraphes *a* et *c* du premier alinéa sont portés à 6% le 1^{er} juillet 1974, 6.5% le 1^{er} juillet 1975 et à 7% le 1^{er} juillet 1976.

Augmentation de retenue. Ces pourcentages sont modifiés, à compter du 1^{er} juillet 1975, de telle sorte que la retenue soit majorée de .09%.

Retenue sur traitement. Cette retenue est effectuée sur chaque versement du traitement.
Rapport de l'employeur. À la date prescrite par règlement du gouvernement, l'employeur doit faire un rapport à la Commission des cotisations de ses employés et des renseignements pertinents à l'administration du présent régime déterminés par ledit règlement.

Congé sans solde ou périodes d'études. Le temps pendant lequel un enseignant bénéficie d'un congé sans solde ou cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi pour poursuivre des études spécialisées, conformément aux règlements

adoptés par le gouvernement, lui est compté à l'égard de chacune des années pendant lesquelles il est ainsi en congé ou poursuit de telles études spécialisées pourvu:

- a) qu'il soit autorisé à cette fin par la Commission;
- b) qu'il verse au fonds consolidé du revenu, pour chacune de ces années, un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées, s'il n'avait pas été ainsi en congé ou s'il n'avait pas ainsi poursuivi de telles études, basé sur le traitement qu'il recevait au moment où il a été mis en congé ou a commencé à poursuivre ces études; et
- c) qu'il occupe une fonction visée par le présent régime dès que prend fin le congé sans solde ou les études spécialisées sauf s'il est décédé, est devenu invalide, a acquis droit à la retraite ou si, à son retour, il passe au service d'un employeur avec lequel la Commission a conclu une entente de transférabilité.

Époques des versements.

La Commission détermine les époques auxquelles ces versements doivent être effectués. Le montant déterminé au septième alinéa est augmenté d'un intérêt dont le taux est déterminé par règlement du gouvernement dans le cas où la demande d'autorisation est faite après la fin de l'année au cours de laquelle l'enseignant a bénéficié d'un congé sans solde ou poursuivi des études spécialisées. L'intérêt commence à courir à l'expiration du congé sans solde ou à la fin des études spécialisées.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 16; 1966-67, c. 64, a. 9; 1970, c. 56, a. 17; 1973, c. 12, a. 199; 1974, c. 63, a. 9; 1977, c. 23, a. 21.

Exonération de cotisations.

32. Un enseignant qui est absent de son travail pour une raison qui le rend éligible à l'assurance-salaire est exonéré, pour la période pendant laquelle il est admissible à l'assurance-salaire ou reçoit des prestations d'assurance-salaire, des cotisations qui auraient été déduites de son traitement s'il n'avait été absent de son travail.

Cotisations considérées
versées.

Au cas de remboursement des cotisations aux enseignants, les cotisations dont ils ont été exonérés sont considérées comme ayant été effectivement versées. Cependant, dans les cas où le régime d'assurance-salaire le prévoit, l'assureur doit verser à la Commission un montant égal aux cotisations qui auraient été versées et ce montant est crédité au compte de l'enseignant.

Déduction du traitement.

Une cotisation est toutefois déduite du montant qu'un enseignant reçoit à titre de traitement durant une période d'absence compensée à même l'accumulation de congés-maladie prévue par une convention collective.

1974, c. 63, a. 10; 1977, c. 23, a. 22.

Déduction du montant des
retenues.

33. Le montant des retenues est déduit d'une subvention payable conformément à la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (chapitre C-29), à la Loi sur les subventions aux com-

Versement par l'employeur.	<p>missions scolaires (chapitre S-36) ou, suivant le cas, conformément à la Loi sur l'enseignement privé (chapitre E-9).</p> <p>Lorsqu'il n'y a pas de subvention ou que le montant des retenues excède le montant de la subvention, l'employeur verse les retenues ou l'excédent à la Commission à la fin de l'année scolaire.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 17; 1966-67, c. 64, a. 10; 1970, c. 56, a. 18; 1971, c. 71, a. 7; 1973, c. 12, a. 200; 1974, c. 63, a. 11.</p>
Remise des retenues.	<p>34. À compter du 1^{er} juillet 1973, l'employeur doit remettre ou faire remettre à la Commission le montant des retenues pour le mois précédent au plus tard le 15 de chaque mois.</p>
Pénalité.	<p>L'employeur qui ne perçoit pas ces cotisations en devient débiteur envers la Commission et est passible d'une pénalité égale à 10% de ces cotisations.</p>
Versements au fonds consolidé.	<p>Ces cotisations sont versées mensuellement au fonds consolidé du <u>revenu par la Commission</u>.</p> <p>1973, c. 12, a. 201; 1977, c. 23, a. 23.</p>
Versement par l'employeur.	<p>35. Si l'employeur visé par le sous-paragraphe 4° du paragraphe a de l'article 1 ne reçoit pas de subvention en vertu d'une loi mentionnée à l'article 33, il doit verser mensuellement à la Commission les retenues faites en vertu de la présente loi et un montant représentant le <u>pourcentage de ces retenues que détermine la Commission</u>.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 18; 1966-67, c. 64, a. 11; 1970, c. 56, a. 19; 1973, c. 12, a. 202.</p>
Remboursement.	<p>36. Le montant des retenues déduit en excédent du montant exigible en vertu de la présente loi doit être remboursé à l'enseignant.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 19; 1966-67, c. 64, a. 12; 1973, c. 12, a. 203; 1974, c. 63, a. 12; 1977, c. 23, a. 24.</p>
Remboursement des retenues.	<p>37. Si, avant le temps où une pension ou une pension différée peut lui être accordée, un enseignant cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi, les sommes qui ont été retenues sur son traitement lui sont remboursées lorsqu'il en fait la demande.</p>
Choix.	<p>Si l'enseignant visé au premier alinéa occupe à nouveau une fonction auprès d'un organisme visé par la présente loi dans les 180 jours de la date de cessation de ses fonctions et s'il n'a pas reçu le remboursement des sommes qui ont été retenues sur son traitement, il peut choisir de recevoir le remboursement desdites sommes ou de faire compter le service accumulé à son compte.</p>
Pension d'un enseignant devenu député.	<p>Si l'enseignant visé au premier alinéa est devenu ou devient député par la suite, il a droit à une pension pour les années pendant lesquelles</p>

les il a été enseignant, pourvu qu'il acquière le droit à une pension de député; cette pension est différée jusqu'à ce qu'il commence à recevoir une pension en vertu de la Loi sur la Législature (chapitre L-1) pourvu qu'il remette ses contributions si elles lui ont été remboursées.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 20; 1973, c. 12, a. 204; 1977, c. 23, a. 25.

Cotisations remises aux
ayants droit.

38. Si un enseignant décède avant qu'une pension lui ait été accordée, sans qu'il puisse être payée une pension en vertu des articles 22, 23 et 24, les sommes qui ont été retenues sur son traitement sont remises à ses ayants droit.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 21; 1974, c. 63, a. 13.

Incessibilité et
insaisissabilité.

39. La pension, la pension de veuve ou de veuf, la pension différée, les autres bénéfices payables en vertu de la présente loi et les remboursements sont incessibles et insaisissables.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 22; 1970, c. 56, a. 20; 1977, c. 23, a. 26.

Paiement sur le fonds
consolidé.

40. Le paiement des pensions, des pensions de veuve ou de veuf, des autres bénéfices payables en vertu de la présente loi et des remboursements est fait sur le fonds consolidé du revenu.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 23; 1970, c. 56, a. 21; 1977, c. 23, a. 27.

Restriction.

41. Les articles 29 et 37 ne s'appliquent pas à l'enseignant qui cesse d'occuper une fonction visée par la présente loi et qui, en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires ou par suite d'une entente selon l'article 44, a droit pour fins de pension à ses années de service comme enseignant.

Demande à la Commission.

Il n'est tenu compte, pour fins de pension, de ces années de service comme enseignant que si ce dernier en fait la demande à la Commission.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 24; 1977, c. 23, a. 28.

Années de service pouvant
être comptées.

42. Tout enseignant a droit de faire compter, pour fins de pension, les années de service qu'il a droit de faire compter en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires pourvu qu'il n'ait pas reçu de remboursement de ses contributions.

Demande à la Commission.

L'enseignant qui désire se prévaloir des dispositions du premier alinéa doit en faire la demande à la Commission.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 25; 1977, c. 23, a. 29.

- Député à l'Assemblée nationale.** **43.** Tout enseignant qui a déjà été ou qui aura déjà été député à l'Assemblée nationale du Québec a droit de faire compter comme années de services, pour fins de pension, les années pendant lesquelles il a été député à l'Assemblée nationale et pour lesquelles il a versé la contribution prévue par l'article 87 de la Loi sur la Législature (chapitre L-1), à moins qu'il n'ait droit à une pension en vertu de ladite loi; il doit, à cette fin, donner avis de son intention de se prévaloir du présent article à la Commission et lui verser un montant égal, pour chacune de ces années, au taux de contribution applicable à la date à laquelle la présente section lui devient applicable sur le moindre de l'indemnité qu'il a reçu à titre de député ou du traitement qu'il aurait droit de recevoir au cours de la première année scolaire pendant laquelle il est enseignant, après avoir été député.
- Député à l'Assemblée nationale avant le 1^{er} janvier 1958.** Tout enseignant qui a déjà été député à l'Assemblée nationale du Québec et qui a cessé de l'être avant le 1^{er} janvier 1958 a aussi droit de faire compter les années pendant lesquelles il a été ainsi député comme années de services pour fins de pension et il doit, à cette fin, donner avis de son intention de se prévaloir du présent article à la Commission et verser au fonds consolidé du revenu un montant égal, pour chacune de ces années, à 5% de l'indemnité qu'il a reçue à titre de député au cours de chacune d'elles.
- Forme de l'avis.** Un tel avis doit être donné suivant une formule fournie ou approuvée par la Commission dans les vingt-quatre mois qui suivent la date où une telle personne est devenue un enseignant.
- Versements annuels.** Quand le nombre d'années qu'un enseignant désire ainsi faire compter excède deux, le montant qu'il doit payer est réparti en versements annuels, égaux et consécutifs n'excédant pas cinq, si l'enseignant en fait la demande dans son avis précité, et payable avec un intérêt au taux de 5% l'an.
- Base de la pension.** Sa pension, le cas échéant, est basée uniquement sur le traitement qu'il a reçu alors qu'il était enseignant.
- 1970, c. 56, a. 22 (*partie*); 1973, c. 12, a. 205.
- Entente avec d'autres employeurs.** **44.** Toute personne qui, antérieurement à son assujettissement à la présente loi, était à l'emploi du gouvernement du Canada, du gouvernement d'une province ou d'une autorité compétente d'un autre pays, d'une institution d'enseignement ou d'une association d'institutions d'enseignement, peut faire compter pour fins de pension les années de service accumulées dans le régime de retraite de ces organismes, en ce conformant aux conditions prescrites par le gouvernement, lequel peut autoriser la Commission à conclure avec tel gouvernement ou telle institution d'enseignement ou association d'institutions d'enseignement ou avec un fiduciaire agissant pour telle institution ou association, une entente à cette fin.
- Versements requis.** Dans le cas d'un enseignant qui passe au service d'un gouvernement, d'une autorité compétente d'un autre pays, d'une institution

d'enseignement ou d'une association d'institutions d'enseignement visé au premier alinéa, la Commission effectue les versements requis à même le fonds consolidé du revenu.

Entente.

Le gouvernement peut également, conformément à la loi, autoriser la Commission à conclure, le cas échéant, une entente avec tout organisme habilité à administrer un régime de retraite établi pour les employés des organismes visés au premier alinéa.

1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 26; 1968, c. 62, a. 3; 1973, c. 12, a. 206; 1977, c. 23, a. 30.

Périodes de services temporaires, pour fins de pension.

45. Un enseignant qui, conformément aux règlements adoptés à cette fin par le gouvernement, enseigne temporairement sous une autorité avec laquelle aucune entente n'a été conclue en vertu de l'article 44, peut faire compter la période de ses services sous cette autre autorité afin d'obtenir une pension en vertu de la présente loi, pourvu qu'il verse à la Commission pendant cette période, une somme déterminée *mutatis mutandis* de la façon prévue à l'article 31.

1966-67, c. 64, a. 13; 1973, c. 12, a. 207.

Changement de régime.

46. Un enseignant qui, le 30 juin 1973, cotise au présent régime et change de fonction par la suite pour occuper une fonction à laquelle ne s'applique pas le présent régime mais à laquelle s'applique la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10), doit cotiser à ce dernier régime.

1974, c. 63, a. 14.

Réglementation.

47. Le gouvernement peut, par règlement,

a) désigner les associations d'éducateurs et les organismes du domaine de l'éducation pour lesquels les services d'un enseignant constituent une fonction visée par la présente loi et en déterminer les conditions;

b) fixer les conditions auxquelles un enseignant qui bénéficie d'un congé sans solde ou qui poursuit des études spécialisées, ou qui enseigne temporairement sous une autorité avec laquelle une entente n'a pas été conclue en vertu de l'article 44, est censé occuper une fonction visée par la présente loi;

c) déterminer ce qui constitue l'infirmité corporelle ou mentale qui rend un enseignant incapable d'exercer ses fonctions ordinaires;

d) prescrire les documents requis pour établir le droit à la pension, la pension de veuve ou de veuf, la pension différée ou tous autres bénéfices payables en vertu de la présente loi ainsi que le contrôle périodique;

e) définir ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative;

	<p><i>f)</i> définir ce qui constitue une institution d'enseignement aux fins des articles 22, 23 et 24.</p>
Entrée en vigueur.	<p>Tout règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à compter de sa publication dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 27; 1966-67, c. 64, a. 14; 1968, c. 23, a. 8; 1970, c. 56, a. 23; 1977, c. 23, a. 31.</p>
Conseil consultatif.	<p>48. Le gouvernement peut former un conseil consultatif auquel il peut soumettre toute question relative à l'application de la présente loi.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 28.</p>
Années de service antérieures au 1er juillet 1965.	<p>49. Tout enseignant a droit de faire compter, pour fins de pension, les années de service que, le 1er juillet 1965, il avait droit de faire compter pour fins de pension en vertu de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 235) aux conditions qui y sont prescrites.</p>
Dispositions applicables.	<p>La durée du service, la rémunération et le montant des retenues à l'égard de ces années de service sont déterminés suivant les dispositions de ladite huitième partie.</p>
Année scolaire 1964-65.	<p>Toute personne qui a droit de faire compter pour fins de pension l'année scolaire 1964-65 est, nonobstant l'article 1, réputée un enseignant tant qu'elle continue d'occuper l'emploi dont découle ce droit.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 29 (<i>partie</i>); 1966-67, c. 64, a. 15.</p>
Retenues remboursables.	<p>50. Les retenues faites en vertu de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 235) et les montants versés pour en tenir lieu donnent droit à remboursement comme des retenues faites en vertu de la présente loi.</p> <p>1965 (1^{re} sess.), c. 68, a. 31 (<i>partie</i>); 1966-67, c. 64, a. 16; 1974, c. 63, a. 15.</p>
Réexamen de la décision.	<p>51. Lorsqu'un enseignant ou un bénéficiaire n'est pas satisfait d'une décision rendue par la Commission relativement à une demande de pension, quant à l'admissibilité au présent régime, au calcul des années de service, au montant de la pension, à l'état prévu à l'article 35 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou à un bénéfice prévu par la présente loi, il peut, dans l'année qui suit la date de la mise à la</p>

poste de cette décision, demander à la Commission de réexaminer cette décision.

Délai. La Commission doit alors le faire sans retard.

1977, c. 23, a. 33.

Décision. **52.** Sur demande de réexamen, la Commission peut confirmer ou modifier la décision et elle doit notifier par écrit au requérant sa décision motivée.

1977, c. 23, a. 33.

Appel. **53.** Si l'enseignant ou bénéficiaire n'est pas satisfait du réexamen, il peut loger à la Commission des affaires sociales un appel auquel il est donné suite conformément à la Loi sur la Commission des affaires sociales (chapitre C-34).

1977, c. 23, a. 33.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 68 des lois annuelles de 1965 (1^{re} session), tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 1 (*partie*), 3a, 3b (*partie*), 25a (*partie*), 29 (*partie*), 30, 31 (*partie*), 32, 34 et 35, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre R-11 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1965 (1^{re} session) LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 68

Chapitre R-11

**RÉGIME DE RETRAITE
DES ENSEIGNANTS**

**LOI SUR LE RÉGIME
DE RETRAITE DES EN-
SEIGNANTS**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
par. <i>d</i>)	par. <i>d</i>)	
s.-par. 1 ^o - 5 ^o		Omis
s.-par. 6 ^o	par. <i>d</i>)	
1 <i>a</i>	2	
1 <i>b</i>	3	
1 <i>c</i>	4	
1 <i>d</i>	5	
1 <i>e</i>	6	
2	7	
3	8	
3 <i>a</i>		Omis
3 <i>b</i>	9	
3 <i>c</i>	10	
4	11	
5	12	
6	13	

**L.Q. 1965 (1^{re} sess.), L.R. 1977, c. R-11
c. 68**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
<i>6a</i>	14	
<i>6b</i>	15	
<i>6c</i>	16	
7	17	
<i>7a</i>	18	
8	19	
<i>8a</i>	20	
9	21	
10	22	
<i>10a</i>	23	
11	24	
12	25	
<i>12a</i>	26	
13	27	
<i>13a</i>	28	
14	29	
15	30	
16	31	
<i>16a</i>	32	
17	33	
<i>17a</i>	34	
18	35	
19	36	
20	37	
21	38	
22	39	
23	40	

**L.Q. 1965 (1^{re} sess.), L.R. 1977, c. R-11
c. 68**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
24	41	
25	42	
25a	43	
26	44	
26a	45	
26b	46	
27	47	
28	48	
29	49	
30		Omis
31	50	
32		Omis
32a	51	
32b	52	
32c	53	
33 - 35		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

